



PRÉFET DU CALVADOS

Liberté
Égalité
Fraternité

Bureau du contrôle budgétaire
et des finances locales
Affaire suivie par : Emeline HOAREAU -
Stéphanie BOURGOIN
pref-bcbfl@calvados.gouv.fr
02 31 30 63 78 – 02 31 30 64 13

Caen, le 13 NOV. 2024

Le Préfet

à

Monsieur le président de la Communauté de Communes Seules Terre et Mer

Objet : Notification d'attribution de subvention au titre de la DETR 2024

Pièce jointe : Arrêté préfectoral n° DCL-BCBFL-24-264

J'ai le plaisir de vous informer que je vous ai accordé, après avis de la commission des élus qui s'est réunie le 04/10/2024, une subvention de 180 000,00 € au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), soit un taux de 40 % de la dépense prévisionnelle subventionnable pour le financement de l'opération « Création d'un pôle périscolaire à Fontenay le Pesnel – phase 1 ».

Cette attribution, qui fait l'objet de l'arrêté que vous trouverez en pièce jointe, traduit l'engagement concret de l'État en faveur de votre établissement, pour soutenir l'investissement des collectivités territoriales et de leurs groupements.

Afin d'obtenir un effet significatif sur l'investissement public et sur l'activité des entreprises et sur l'emploi, il importe que ces crédits soient consommés sans tarder. Je vous invite à me faire parvenir dans les meilleurs délais vos demandes de paiement, accompagnées des factures acquittées à l'aide des imprimés que vous retrouverez sur le site de la préfecture.

L'article 3 de l'arrêté ci-joint précise que le montant définitif qui vous sera versé n'est pas forfaitaire. En effet, il sera calculé par application du taux de subvention figurant dans l'arrêté attributif au montant de la dépense réelle, plafonnée au montant de la dépense prévisionnelle.

L'article 4 de l'arrêté ci-joint précise les modalités de demande de paiement de subvention.

Enfin, je vous remercie de bien vouloir afficher de manière visible et permanente, pendant la réalisation de l'opération et à son issue, les financements obtenus et notamment la participation de l'État, par la mention suivante "Opération soutenue par l'État - Dotation d'équipement des territoires ruraux" et l'apposition de la charte graphique de l'État que vous trouverez sur le site de la préfecture, rubrique Finances locales : <https://www.calvados.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Collectivites-locales/Finances-locales/Dotation-d-equipement-des-territoires-ruraux-DETR/DETR>

Stéphane BREDIN

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Rue Daniel Huet 14000 CAEN – Tél : 02 31 30 64 00 – www.calvados.gouv.fr

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025



**PRÉFET
DU CALVADOS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la citoyenneté
et des collectivités locales
Bureau du contrôle budgétaire
et des finances locales
n° DCL-BCBFL-24-264

**ARRÊTÉ PORTANT ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION
AU TITRE DE LA DOTATION D'ÉQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR)
POUR L'EXERCICE 2024**

LE PRÉFET,

Vu le code général des collectivités locales, notamment les articles L.2334-32 à L.2334-39, R.2334-19 à R.2334-31-1 et R.2334-32 à R.2334-35 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L.221-2 ;
Vu l'article 179 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 portant création de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et définissant ses modalités de gestion et d'attribution ;
Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, notamment son article 83 ;
Vu l'instruction ministérielle du 8 février 2023 relative à la composition et aux règles d'emploi des dotations et fonds de soutien à l'investissement en faveur des territoires en 2024 ;
Vu les catégories d'opérations éligibles et les taux de subvention fixés, pour l'exercice 2024, par la commission des élus prévue à l'article L.2334-37 du code général des collectivités territoriales ;
Vu les dossiers de demandes de financement présentés par les collectivités territoriales du Calvados ;
Vu la date du dépôt du dossier fixée par la Communauté de Communes Seules Terre et Mer au 24/05/23 numéro 12607013 et la date de complétude du dossier fixée au 03/10/24 ;
Vu l'avis de la commission des élus prévue à l'article L.2334-37 du CGCT, réunie le 15 avril 2024, sur les dossiers susceptibles de bénéficier d'une subvention DETR supérieure à 100 000 € ;

Sur proposition du sous-préfet de Bayeux ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} :

Il est attribué à la Communauté de Communes Seules Terre et Mer une subvention d'un montant prévisionnel de 180 000,00 € pour l'opération «Création d'un pôle périscolaire à Fontenay le Pesnel – phase 1». Le montant de la subvention est calculé par l'application d'un taux de subvention de 40% à l'assiette de travaux subventionnés d'un montant de 450 000,00 €.

ARTICLE 2 :

La subvention évoquée à l'article 1^{er} est imputée au budget de l'État sur le programme 119 « Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements » – Action 01 « Soutien aux projets des communes et groupements de communes » – Sous-action 06 « Dotation d'équipement des territoires ruraux ».

ARTICLE 3 :

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

99_DE-014-200069516-20250410-DEL2025_025

Le montant de la subvention évoquée à l'article 1^{er} du présent arrêté est un montant maximal prévisionnel.

En application des dispositions de l'article R.2334-30 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le montant définitif de la subvention versée sera calculé par application du taux de subvention au montant hors taxes de la dépense réelle, plafonné au montant prévisionnel hors taxes de la dépense subventionnable.

ARTICLE 4 :

Le paiement de la subvention s'effectue de la manière suivante :

- une avance de 30 % du montant prévisionnel de la subvention est versée dès réception de la déclaration de commencement d'exécution et du premier acte juridique (acte d'engagement dûment daté, signé et tamponné par l'entreprise et la collectivité faisant acte de notification de marché ou signature des devis / DPGF). Aucune facture n'est à fournir à ce stade de versement ;
 - des acomptes peuvent être demandés au fur et à mesure de l'avancement des travaux après avoir fourni un état récapitulatif des dépenses (indiquant l'article comptable) dûment signé par le maire (ou le président) et le trésorier avec copie des factures mandatées. Le montant des acomptes (avance comprise) ne pourra pas dépasser 80 % du montant prévisionnel de la subvention accordée ;
 - le versement du solde (minimum 20 %) est subordonné à la production d'une attestation d'achèvement de travaux, d'un état récapitulatif global des dépenses dûment signé et visé par le maire (ou le président) et le trésorier avec copie des factures non envoyées précédemment;
- Vous avez la possibilité de transmettre les documents soit par mail soit par courrier soit par voie dématérialisée, si les documents sont trop volumineux via francetransfert avec pour adresse destinataire pref-bcbfl@calvados.gouv.fr ;

ARTICLE 5 :

Le maître d'ouvrage s'engage à afficher de manière visible et permanente, pendant la réalisation de l'opération et à son issue, les financements obtenus et notamment la participation de l'État.

ARTICLE 6 :

Le bénéficiaire devra, avant expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la présente décision, justifier du commencement d'exécution de l'opération par l'envoi du premier acte juridique (acte d'engagement ou devis ou DPGF). À défaut de satisfaire à cette obligation, la caducité de la présente décision pourra être constatée. En effet, conformément à l'article R.2334-24 du code général des collectivités territoriales, le bénéficiaire est tenu d'informer le préfet du commencement d'exécution de l'opération.

ARTICLE 7 :

Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas déclaré l'achèvement de l'opération dans un délai de quatre ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution, celle-ci est considérée comme étant terminée, elle est alors liquidée.

ARTICLE 8 :

Le changement d'affectation de l'investissement subventionné avant l'expiration d'un délai de cinq ans à compter de la date d'achèvement de l'opération est soumis à l'autorisation préfectorale sollicitée par le bénéficiaire de la subvention. En l'absence d'autorisation, le remboursement de la subvention sera demandé (ordre de reversement).

ARTICLE 9 :

Conformément aux articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours au préfet du Calvados ou d'un recours contentieux devant le tribunal

Mis en ligne le 23/04/2025 à 18h03

REÇU EN PREFECTURE

le 23/04/2025

Application agréée E-legalite.com

administratif de Caen. Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux de deux mois à compter soit de la date de notification de la décision de refus du préfet, soit de la date de la décision implicite de rejet constituée par l'absence de réponse au recours gracieux au terme d'un délai de deux mois.

ARTICLE 10 :

Le secrétaire général, les sous-préfets d'arrondissement, le directeur régional des finances publiques de Normandie et le représentant légal de la collectivité sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 13 NOV. 2024


Stéphane BREDIN

